Département des Alpes de Haute Provence
COMMUNE DE SISTERON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Ordinaire du 15 Février 2024

L'an deux mille vingt-quatre
Et le quinze du mois de FEVRIER

Membres en exercice	:	29
Membres présents	:	23
Procurations	:	4
VOTES	:	27
POUR	:	27
CONTRE	:	/
ABSTENTIONS	:	/
Date de convocation	:	09/02/2024

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. ODDOU S. PAYAN L. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S.

PROCURATIONS :

Mme Colette RODRIGUEZ	à	M. Jean-Pierre TEMPLIER
Mme Elodie JOURDAN	à	M. Bernard CODOUL
Mme Emilie SCHMALTZ	à	M. Daniel SPAGNOU
Mme Sandra MORARD	à	Mme Léa PAYAN

ABSENTS : MUNS A. DERDICHE C.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2024-02-03-SF

OBJET : Débat d'orientations budgétaires 2024

Conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé ce jour au débat sur les orientations générales du budget 2024.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Ouï cet exposé, après en avoir délibéré,
à l'unanimité par 27 voix POUR

PREND ACTE du Débat d'Orientation Budgétaire 2024 sur la base du rapport présenté en séance.

Pour copie conforme,
Le Maire,
Daniel SPAGNOU

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

COMMUNE DE SISTERON

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

1. **Introduction** **2**
2. **Contexte international et national** **4**
3. **Loi de Finances 2024 et situation financière des collectivités** **5**
4. **Les finances communales de Sisteron** **8**
   - 4.1 Situation financière de Sisteron 8
   - 4.2 Les relations dans le cadre de l'intercommunalité 11
   - 4.3 La section de fonctionnement 12
     - 4.3.1 Les dépenses de fonctionnement 12
     - 4.3.2 Les recettes de fonctionnement 13
     - 4.3.3 La situation des effectifs communaux 14
   - 4.4 La section d'investissement 15
     - 4.4.1 Les dépenses d'investissement 15
     - 4.4.2 Les recettes d'investissement 16
   - 4.5 La dette communale 17
   - 4.6 La capacité d'autofinancement 19
5. **La programmation des investissements** **20**

Sources documentaires

- La Banque Postale - Note de conjoncture sur les finances locales - Tendances 2023 par niveaux de collectivités locales (septembre 2023)
- OCDE, FMI, Banque de France - analyses et notes de conjoncture
- INSEE : données statistiques macro-économiques
- DGFIP : données et ratios de la fiche d'analyse économique financière et fiscale 2022
- Commune de Sisteron :
  * Secrétariat Général : orientations budgétaires (effectifs, fiscalité et investissements)
  * Direction des Services Financiers : données comptables communales 2014-2023, rédaction et mise en forme de la totalité du rapport
  * Direction des Ressources Humaine : données sur les effectifs communaux

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

1. INTRODUCTION

Le **Débat d'Orientation Budgétaire** (DOB) est obligatoire pour les collectivités de plus de 3.500 habitants en vertu de l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) introduit par la loi du 6 février 1992.

Le DOB a pour but de préciser les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité afin d'assurer une parfaite information de l'assemblée délibérante et des citoyens. Il constitue un acte politique majeur et marque une étape fondamentale du cycle budgétaire.
Ce débat doit permettre à l'assemblée délibérante d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager des priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant *Nouvelle Organisation Territoriale de la République* (loi NOTRe) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L.2132-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du débat d'orientation budgétaire (notamment des informations supplémentaires pour les collectivités de plus de 10.000 habitants relatives au personnel : structure des effectifs, rémunérations indiciaires et indemnitaires, durée effective du travail). Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 a précisé le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport. A ce titre **le présent rapport doit être transmis par le Maire au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre** (c'est-à-dire la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch - CCSB) dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Enfin l'article 13 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de *Programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022* a instauré des mesures complémentaires à présenter lors du débat d'orientation budgétaire relatives aux objectifs concernant l'évolution des dépenses de fonctionnement en valeur et l'évolution du besoin de financement annuel (emprunts nouveaux minorés du remboursement de l'annuité en cours du capital de la dette) pour l'ensemble des budgets de la collectivité (budget principal et budgets annexes).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le Débat d'Orientation Budgétaire ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

Au cas particulier de la **commune de Sisteron**, le **Débat d'Orientation Budgétaire** est organisé lors de la séance du Conseil municipal du **15 février 2024** et la présentation et le vote du budget primitif sont programmés le 11 avril 2024.

Le Débat d'Orientation Budgétaire 2024 de la commune de Sisteron se déroulant au mois de février 2024 les **données macro-économiques** internationales et nationales disponibles sont celles connues et disponibles **en janvier 2024**.

Les **données budgétaires communales 2023 sont définitives** telles que retracées dans le compte financier unique de l'ordonnateur et du comptable public assignataire qui sera également examiné en mars 2024.

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

2. CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

Un <u>contexte géopolitique instable</u> :

- poursuite de la **guerre irrationnelle en Ukraine** et **vive montée des tensions au Proche et Moyen-Orient**
- persistance d'une **forte inflation déstabilisatrice pour le niveau de vie des ménages et le chiffre d'affaires des entreprises** (crise énergétique et alimentaire)

Des perspectives économiques contrariées :

- **tassement de la croissance mondiale en 2023 à + 3,0% (contre + 3,5% en 2022) et glissade à + 2,8% en 2024**
- sphère des pays occidentaux nettement plus touchée que le reste du monde avec une récession en Allemagne en 2023
- **tension inflationniste persistante** surtout dans les domaines énergétique et alimentaire mais moindre en 2023 et **tassement espéré en 2024**
- incertitude géopolitique liée à la guerre en Ukraine, aux conflits du Proche-Orient, aux tensions entre les Etats-Unis et la Chine sur Taïwan et au sort de l'élection présidentielle américaine en novembre 2024

Données macro-économiques (OCDE-FMI-Banque de France janvier 2024)

Zones		Monde	Etats-Unis	Chine	Japon	Royaume-Uni	Zone Euro	Allemagne	France
taux croissance PIB	en 2022	3,5%	1,9%	3,0%	1,3%	3,7%	3,1%	1,7%	2,5%
	en 2023 (prévision)	3,0%	2,3%	5,0%	1,8%	0,5%	0,6%	-0,3%	0,9%
	en 2024 (prévision)	2,8%	1,5%	4,2%	1,0%	0,4%	0,9%	0,6%	0,8%
Inflation	en 2023	6,9%	4,0%	0,7%	3,2%	7,3%	5,6%	6,1%	5,6%
Chômage	en 2023	*n.c*	3,7%	5,3%	2,6%	2,6%	6,6%	3,1%	7,5%

<u>Un contexte national fragilisé</u> :

- **une croissance atone en 2023 de + 0,9% (contre + 2,5% en 2022) qui devrait s'étioler à + 0,8% en 2024**
- un **taux de chômage en légère progression** malgré les pénuries de main-d'œuvre de nombreux secteurs d'activités (**hôtellerie-restauration, commerce et distribution, logistique et transport, aide à la personne…)**
- une **forte inflation** (**+ 5,6% en 2023** pics de + 20,0% sur l'alimentation mais baisse du coût des énergies) en nette décélération prévue en 2024 à + 2,5%, **le maintien du pouvoir d'achat restant la préoc-cupation prioritaire des ménages**

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

- un **déficit public chronique** représentant **4,9% du PIB** en 2023 et encore **4,4% prévu en 2024** (déficit de l'Etat de 166 milliards en 2023 et prévu à 147 milliards en 2024)
- une **baisse symbolique** de l'**endettement public toujours hors norme** (**109,7% du PIB prévu en 2023** contre 111,6% du PIB en 2022)
- un **contexte politique sous tension** avec un exécutif sans majorité parlementaire malgré le passage aux forceps de la réforme des retraites
- le **renchérissement préoccupant du coût** des intérêts financiers **de la dette** avec le passage du **taux des OAT à 10 ans** des emprunts de l'Etat français **de 0,1% à 3,2% entre décembre 2021 et janvier 2024**

France données macro-économiques	2021	2022	2023	2024 prévision
Evolution du PIB	6.8%	2.5%	0.9%	*0.8%*
Taux de chômage	7.4 %	7.3 %	7.5 %	*7.6 %*
Inflation	1.6 %	5.9 %	5.6 %	*2.5 %*
Déficit public (en % du PIB)	- 6.5 %	- 4.7 %	- 4.9 %	*- 4.4 %*
Dette publique (en % du PIB)	112.9 %	111.6 %	109.7 %	*109.7 %*

données croisées Banque de France - INSEE - Eurostat - OCDE - chiffres clés du PLF 2024)

3. LOI DE FINANCES 2024 ET SITUATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES

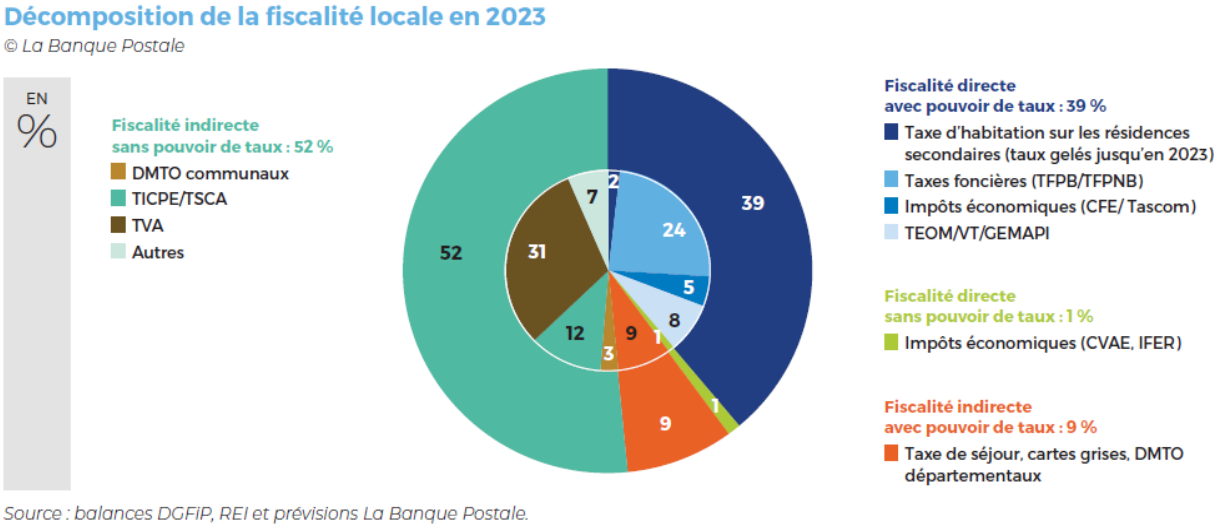
Achèvement des réformes de la fiscalité locale :

- suppression **de la taxe d'habitation sur les résidences principales**
  - **transfert de la part départementale de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) aux communes** et d'une fraction de TVA aux départements et EPCI pour compenser la perte de Taxe d'Habitation
  - neutralisation financière avec un mécanisme entre les collectivités gagnantes (coefficient correcteur < 1) qui abonde un fonds national de compensation pour les collectivités perdantes (coefficient correcteur > 1)
  - **à ce titre la commune de Sisteron est devenue contributrice de ce fonds de compensation pour plus de 2,5 d'euros** (2.505.583 €) et **l'effet pervers** de ce mécanisme correcteur est de **priver définitivement la commune d'environ 30% du produit fiscal issu de la revalorisation des bases de valeur locative**
  - **revalorisation des bases de valeur locative fixée à + 3,9% dans le PLF 2024** après le rattrapage de + 7,1% en 2023 suite à plusieurs années de faible évolution (+ 0,9% en 2020, + 0,2% en 2021, + 3,4% en 2022) ; cette revalorisation s'applique aux bases

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

de foncier bâti des **locaux d'habitation et établissements industriels mais** ne concerne **pas les locaux professionnels et commerciaux** soumis à une grille tarifaire départementale

- au terme de **12 ans de réforme de la fiscalité locale** (suppression de la taxe professionnelle puis de la taxe d'habitation) **la structure des recettes fiscales des communes ressort profondément modifiée** celles-ci ayant perdu une grande part de leur pouvoir de décision en matière de taux d'imposition hormis pour les taxes foncières



Source : balances DGFiP, REI et prévisions La Banque Postale.

Evolution de la situation financière des collectivités :

- **jusqu'en 2019 les collectivités avaient démontré leur capacité à absorber en grande partie les différentes réformes** survenues au cours des dernières années (baisse des dotations, suppression de la taxe d'habitation, dispositif de contractualisation) ; les niveaux d'autofinancement et d'investissement s'étaient redressés
- **la crise sanitaire en 2020 et l'explosion du coût des énergies depuis 2022 sont venues bouleverser ces fondamentaux établis** avec en toile de fond une accentuation des disparités, la crise ne touchant pas uniformément tous les secteurs de l'économie, tous les territoires et toutes les strates de collectivités

Evolution financière des collectivités (2021-2023)	Ensemble des collectivités locales				communes				Bloc communal (communes + EPCI)	
	2022/2021 en %	2023/2022 en %	2022 en Mds €	2023 en Mds €	2022/2021 en %	2023/2022 en %	2022 en Mds €	2023 en Mds €	2022/2021 en %	2023/2022 en %
Dépenses de fonctionnement	+ 5,0%	+ 5,8%	213,8	226,2	+ 5,6%	+ 5,5%	78,5	82,8	+ 5,7%	+ 6,8%
dont dépenses de personnel	*+ 5,3%*	*+ 5,1%*	*76,1*	*80,0*	*+ 4,9%*	*+ 4,5%*	*42,1*	*44,0*	*+ 5,5%*	*+ 5,1%*
dont charges générales	*+ 8,2%*	*+ 9,4%*	*52,5*	*57,4*	*+ 10,9%*	*+ 9,0%*	*19,6*	*21,4*	*+ 8,7%*	*+ 9,5%*

- **en 2023 aggravation de l'effet ciseau les dépenses** des collectivités **progressant encore plus fortement** (+ 5,8% soit + 12,4 milliards d'euros) **que les recettes** (+ 3,2% soit + 8,3 milliards d'euros)
  - le **décalage** est toutefois **moindre pour les communes (+ 5,5% pour les dépenses et + 4,3% pour les recettes)** que pour les autres niveaux de collectivités, les communes ayant **bénéficié du**

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

tassement des coûts énergétiques (chauffage du parc immobilier dont les écoles et des équipements collectifs sportifs et culturels) en dépit des **conditions restrictives du bouclier tarifaire**, **de l'amortisseur électricité et du « filet de sécurité »** loin de compenser l'explosion du coût des énergies pour les collectivités depuis deux ans

- **charge de personnel en hausse de + 4,5% pour les communes** en moyenne avec la revalorisation de la valeur du point d'indice de 1,5% au 01/07/2023 et le rehaussement du bas de la grille indiciaire des catégories C et B pour rattraper la hausse du SMIC
- **contrairement à l'année précédente la progression des recettes des communes de + 4,3% en 2023 (+ 4 milliards d'euros) arrive à couvrir la hausse des charges générales et charges de personnel (+ 3,7 milliards d'euros)**

Evolution financière des collectivités (2021-2023)	Ensemble des collectivités locales				communes				Bloc communal (communes + EPCI)	
	2022/2021 en %	2023/2022 en %	2022 en Mds €	2023 en Mds €	2022/2021 en %	2023/2022 en %	2022 en Mds €	2023 en Mds €	2022/2021 en %	2023/2022 en %
Recettes de fonctionnement	+ 4,6%	+ 3,2%	260,0	268,3	+ 5,00%	+ 4,3%	91,9	95,9	+ 5,3%	+ 5,2%
dont produits fiscaux	*+ 4,8%*	*+ 3,2%*	*167,6*	*172,8*	*+ 4,6%*	*+ 4,7%*	*60,9*	*63,8*	*+ 5,6%*	*+ 6,4%*
dont produits des services et domaine	*+ 8,7%*	*+ 5,6%*	*24,9*	*26,3*	*+ 13,5%*	*+ 3,6%*	*6,9*	*7,1*	*+ 9,2%*	*+ 5,2%*

- l'**investissement public local résiste encore en 2023 (+ 7,8% pour les communes**) grâce à la hausse de l'autofinancement issu de la reconstitution des marges de manœuvre en 2021 mais
  - un **revirement est à craindre dès 2024**
  - en raison du **repli des capacités d'épargne brute (- 2,6%) et nette (- 6,1%) en 2023** à l'instar de l'année 2020 au risque de casser la dynamique d'investissement haussier du cycle communal ; le maintien du fonds vert a pour but de conjurer cette spirale récessioniste

Evolution financière des collectivités (2021-2023)	Ensemble des collectivités locales				communes				Bloc communal (communes + EPCI)	
	2022/2021 en %	2023/2022 en %	2022 en Mds €	2023 en Mds €	2022/2021 en %	2023/2022 en %	2022 en Mds €	2023 en Mds €	2022/2021 en %	2023/2022 en %
Epargne Brute	+ 2,8%	- 9,0%	46,3	42,1	+ 1,9%	- 2,6%	13,4	13,1	+ 3,3%	- 2,1%
Epargne Nette	+ 3,6%	- 15,6%	27,9	23,5	+ 4,3%	- 6,1%	7,1	6,7	+ 5,5%	- 4,7%
Dépenses d'investissement	+ 7,3%	+ 9,1%	69,7	76,0	+ 10,8%	+ 7,8%	24,6	26,5	+ 8,7%	+ 9,8%
Autofinancement	+ 8,5%	+ 8,1%	42,7	46,1	+ 7,1%	+ 11,6%	11,9	13,3	+ 6,3%	+ 12,0%

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

4. LES FINANCES COMMUNALES DE SISTERON

4.1 Situation financière de Sisteron

En 2023 la commune a réalisé un volume total de dépenses budgétaires (écritures réelles et opérations d'ordre) de 25,360 millions d'euros (contre 25,820 millions en 2022) et **25,268 millions de recettes** (contre 28,469 millions en 2022).

Le résultat global de fonctionnement de 1,977 million d'euros est en nette progression de + 361% par comparaison aux 429 k€ de l'année précédente (à périmètre équivalent après neutralisation des budgets annexes Claux du Thor et Prayous dissous au 31/12/2022). A l'inverse le **résultat déficitaire global d'investissement** (2,069 millions en 2023) s'éloigne des 1,805 million d'excédent de l'année 2022 (NB l'emprunt prévu de 1,3 million sur le budget principal en 2023 n'a pas été réalisé). **Le résultat global 2023**, tous budgets et toutes sections confondues, **s'affiche légèrement négatif pour 92 k€** contre 2,334 millions de résultat positif en 2022.

Le présent Débat d'Orientation Budgétaire 2024 de la commune de Sisteron se déroulant au mois de février 2024 les **données budgétaires communales 2023 sont définitives** telles que retracées dans les comptes financiers qui seront examinés au mois de mars.

PRINCIPAL	DEPENSES	RECETTES	EAU	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	16 010 421 €	17 545 450 €	Fonctionnement	1 003 405 €	1 028 335 €
Investissement	5 904 099 €	4 190 744 €	Investissement	333 538 €	366 687 €
TOTAL	21 914 519 €	21 736 193 €	TOTAL	1 336 944 €	1 395 022 €
ASSAINISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	ABATTOIR	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	862 269 €	1 154 195 €	Fonctionnement	214 260 €	375 916 €
Investissement	341 853 €	258 525 €	Investissement	494 656 €	179 732 €
TOTAL	1 204 122 €	1 412 720 €	TOTAL	708 916 €	555 647 €
CAMPING	DEPENSES	RECETTES	CIMETIERE	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	76 271 €	39 734 €	Fonctionnement	51 239 €	51 450 €
Investissement	33 011 €	59 867 €	Investissement	34 535 €	16 915 €
TOTAL	109 281 €	99 601 €	TOTAL	85 774 €	68 365 €

Les ratios comparatifs avec les communes de la **même strate démographique** (5000 à 10000 habitants) et en mode de gestion intercommunale identique (**fiscalité professionnelle unique**), soit 1160 communes, font ressortir les points saillants suivants :
(données DGFIP des fiches d'analyse économique, financière et fiscale issues des comptes de gestion 2022)

- **des atouts manifestes**
  - un **produit global de fonctionnement**, une **fiscalité** et des **produits des services et du domaine** > moyenne
  - une **dynamique d'investissement** > moyenne
  - un financement des investissements > moyenne pour les **subventions reçues** et le retour du FCTVA

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

- **des faiblesses structurelles évidentes**
  - un **levier fiscal limité** (taux TFB > moyenne, taux de ménage non imposable > moyenne et un revenu fiscal par foyer < moyenne)
  - des charges globales de fonctionnement > moyenne
  - surtout des **charges de personnel > moyenne de 8 points de dépenses CAF (plus d'un million d'euros par an), plus du double de la moyenne en € par habitant**
  - une **DGF quasi-inexistante** (la moyenne de 153 € / habitant représenterait 1,2 million annuel pour Sisteron)
  - un **autofinancement des investissements < moyenne**
  - la nécessité d'un **recours à l'emprunt > moyenne** pour financer les investissements

données DGFIP (fiche AEFF issue des comptes de gestion 2022) - montant en € par habitant	Sisteron	moyenne nationale strate 5000/10000	écart en %
Produits de fonctionnement CAF	1 960 €	1 214 €	38%
dont Impôts locaux	799 €	528 €	34%
dont Fiscalité reversée par les GFP	579 €	170 €	71%
dont Dotation globale de fonctionnement	14 €	154 €	-1000%
dont Produits des services et du domaine	109 €	90 €	17%
Charges de fonctionnement CAF	1 769 €	1 011 €	43%
dont Charges de personnel (montant net)	1 158 €	582 €	50%
dont Charges générales	405 €	281 €	31%
dont Charges financières	23 €	18 €	22%
dont Contingents	64 €	28 €	56%
dont Subventions versées	67 €	66 €	1%
Dépenses d'investissement et d'équipement	628 €	353 €	44%
Remboursement de dettes bancaires et assimilée	154 €	80 €	48%
Subventions reçues	116 €	77 €	34%
FCTVA	64 €	41 €	36%
encours des dettes bancaires et assimilées	1 368 €	763 €	44%
Capacité d'autofinancement brute = CAF	192 €	203 €	-6%
CAF nette de remboursements de dettes bancair	38 €	123 €	-224%

données DGFIP (fiche AEFF issue des comptes de gestion 2022) - pourcentage dans les produits CAF / charges CAF	Sisteron	moyenne nationale strate 5000/10000
Impôts locaux	40,76%	43,53%
Dotation globale de fonctionnement	0,70%	12,66%
Charges de personnel	65,49%	57,54%
Charges générales	22,93%	27,78%
Charges financières	1,27%	1,78%
Contingents	3,60%	2,77%
Subventions versées	3,77%	6,56%

données DGFIP (fiche AEFF issue des comptes de gestion 2022) - pourcentage dans les dépenses d'investissement / d'équipement	Sisteron	moyenne nationale strate 5000/10000
Autofinancement	6,03%	34,75%
Emprunts	55,92%	25,11%
Subventions reçues	18,52%	21,69%
FCTVA	10,19%	11,75%

données DGFIP (fiche AEFF issue des comptes de gestion 2022) - données fiscales	Sisteron	moyenne nationale strate 5000/10000	écart en %
Part des foyers non imposables	62,2%	54,6%	12%
Revenu fiscal moyen par foyer	21 658 €	27 937 €	-29%

Données budgétaires 2023 comparatives (prévisions de la Banque Postale en septembre 2023

- **situation nettement plus favorable que la moyenne nationale**
  - **baisse des dépenses globales** de fonctionnement en particulier des **charges générales**, **maîtrise des dépenses de personnel**
  - progression **des recettes globales** de fonctionnement **plus dynamique** en particulier **des produits fiscaux et des services et du domaine**
  - **progression de la capacité d'autofinancement** à l'inverse de la tendance nationale baissière
- **situation plus défavorable que la moyenne nationale**
  - baisse des dépenses d'investissement à l'inverse de la tendance nationale haussière

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

Données budgétaires comparatives variation 2023/2022 (données réelles définitives, estimation en septembre 2023 pour la moyenne nationale de l'ensemble des communes)	Sisteron	estimation nationale ensemble des	écart en %
Dépenses de fonctionnement	- 0,3%	+ 5,5%	-1933%
dont dépenses de personnel	*+ 0,6%*	*+ 4,5%*	-650%
dont charges générales	*- 2,6%*	*+ 9,0%*	-446%
Recettes de fonctionnement	+ 9,0%	+ 4,3%	52%
dont produits fiscaux	*+ 7,3%*	*+ 4,7%*	36%
dont produits des services et domaine	*+ 10,3%*	*+ 4,0%*	61%
Dépenses d'investissement	- 10,4%	+ 7,8%	-175%
Epargne Brute	+ 69,2%	- 2,6%	104%
Epargne Nette	+ 221,4%	- 6,1%	103%

2016 a été la dernière année de recettes nettes pour les concours financiers de l'Etat par l'effet cumulé de baisse de la DGF et d'accroissement de la ponction au titre du FPIC. **Depuis 2017 la commune est devenue contributrice nette (ponction de 191 k€ en 2023) ; cette ponction devrait se creuser à près de 250 k€ en 2024. En 14 ans** (2009-2024), **de positifs pour plus de 2,3 millions d'euros, les concours financiers annuels de l'Etat sont devenus durablement négatifs** avec une **perte nette cumulée de 23,4 millions d'euros**. **La DGF de base symbolique perçue (moins de 1€ par habitant pour financer l'entretien de la voirie et le fonctionnement des écoles) est plus de 100 fois inférieure à la moyenne nationale**.

Synthèse des baisses de dotations et prélèvements supplémentaires de l'Etat (2009-2023)

Année / Critères	DGF				FPIC (solde net prélèvement - reversement)			solde annuel des concours de l'Etat	PONCTION TOTALE CUMULEE
	notifiée en N	perte sur N-1	perte en % sur 2009	perte cumulée	solde net en N	variation sur N-1	perte cumulée		
en 2009	**2 334 428 €**							2 334 428 €	
en 2010	2 325 405 €	-9 023 €	-0,39%	-9 023 €				2 325 405 €	-9 023 €
en 2011	2 237 375 €	-88 030 €	-4,16%	-106 076 €				2 237 375 €	-106 076 €
en 2012	2 206 375 €	-31 000 €	-5,49%	-234 129 €	**-129 514 €**	-129 514 €	-129 514 €	2 076 861 €	-363 643 €
en 2013	2 166 947 €	-39 428 €	-7,17%	-401 610 €	-306 430 €	-176 916 €	-435 944 €	1 860 517 €	-837 554 €
en 2014	2 001 321 €	-165 626 €	-14,27%	-734 717 €	-480 000 €	-173 570 €	-915 944 €	1 521 321 €	-1 650 661 €
en 2015	1 620 608 €	-380 713 €	-30,58%	-1 448 537 €	-685 000 €	-205 000 €	-1 600 944 €	935 608 €	-3 049 481 €
en 2016	1 248 528 €	-372 080 €	-46,52%	-2 534 437 €	-969 737 €	-284 737 €	-2 570 681 €	278 791 €	-5 105 118 €
en 2017	407 579 €	-840 949 €	-82,54%	-4 461 286 €	-421 110 €	548 627 €	-2 991 791 €	**-13 531 €**	-7 453 077 €
en 2018	309 664 €	-97 915 €	-86,73%	-6 486 050 €	-319 214 €	101 896 €	-3 311 005 €	**-9 550 €**	-9 797 055 €
en 2019	209 306 €	-100 358 €	-91,03%	-8 611 172 €	-348 631 €	-29 417 €	-3 659 636 €	**-139 325 €**	-12 270 808 €
en 2020	136 138 €	-73 168 €	-93,78%	-10 809 462 €	-251 187 €	97 444 €	-3 910 823 €	**-115 049 €**	-14 720 285 €
en 2021	64 190 €	-71 948 €	-97,25%	-13 079 700 €	-241 226 €	9 961 €	-4 152 049 €	**-177 036 €**	-17 231 749 €
en 2022	0 €	-64 190 €	-100,00%	-15 414 128 €	-235 297 €	5 929 €	-4 387 346 €	**-235 297 €**	-19 801 474 €
en 2023	**7 179 €**	7 179 €	**-99,31%**	**-18 847 475 €**	**-198 052 €**	37 245 €	**-4 585 398 €**	**-190 873 €**	**-23 432 873 €**

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

4.2 Les relations dans le cadre de l'intercommunalité

Depuis le 01/01/2017 la commune de Sisteron est intégrée à la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch (CCSB).

Une mutation profonde de la structure des recettes de la commune :

- **transfert de la totalité de la fiscalité professionnelle** à l'intercommunalité (**4,687 millions d'euros**) **soit plus de 35% des ressources fiscales de 2016**
- une part importante de **DGF, représentative de la part Compensation salaire de la TP (575 k€)**

L'attribution de compensation :

- calculée annuellement à l'issue des travaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
- **fixée à 4.724.508 € pour 2022** = 4.536.141 € en fonctionnement et 188.367 € en investissement (**déduction** faite du **transfert des compétences tourisme, aire d'accueil des gens du voyage, zones d'activités de Val Durance et Météline, école de Musique et restitution des compétences voirie, Rues en fêtes** et **réseau d'eau La Pinole**)
- à périmètre inchangé cette **attribution** de compensation est **cristallisée dans le temps** toute modification future supposant une décision à la majorité qualifiée de la Communauté de communes.
- pas de nouveau transfert de compétences prévu en 2024

Mise à disposition à titre gratuit à la CCSB actés par les procès-verbaux de transfert de compétences **de divers locaux** (office du Tourisme, Ecole de musique, garage véhicules ordures ménagères…) et équipements. **La cession par la commune à la CCSB du bâtiment siège (ancien Select Hôtel) pour 300 k€ a été validée par délibérations concordantes fin 2022 et réalisée fin 2023**

Les flux financiers croisés : concernent le remboursement des mises à disposition de personnel, des fluides et des quotes-parts d'emprunts non transférés

- mutualisation avec des conventions de **mise à disposition de personnel communal pour le ménage** du local siège et de l'office de Tourisme par 2 agents pour un remboursement de la CCSB à la commune de 10,5 k€ / an, l'accueil de proximité de la **Maison France Services** (1 agent pour coût remboursé de 21 k€) et la **préparation du transfert de compétence eau/assainissement** (Directrice du service de l'eau pour coût remboursé de 16 k€)
- remboursement à la commune des **charges de fluides** (électricité, chauffage, eau) des locaux mis à disposition pour un montant d'environ 15 k€ annuels selon un décompte détaillé établi en fin d'année (16,5 k€ en 2023)

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

- **remboursement croisés de quotes-parts d'emprunts non transférés** car globalisés
  - la commune de Sisteron rembourse à la CCSB sa quote-part pour deux emprunts relatifs au retour de la compétence voirie dans les communes (montant 34,6 k€ en 2023 et 2024, fin des contrats en 2027 et 2031)
  - la CCSB rembourse à la commune sa quote-part pour deux emprunts relatifs au transfert de la compétence AAGV (montant 18 k€ en 2023 et 2024, fin du contrat en 2027) et Office de Tourisme (montant 15,5 k€ en 2023 et 2024, fin du contrat en 2031)

Mutualisation avec la CCSB pour le **partage et la maintenance des serveurs informatiques et l'entretien et la maintenance des caméras de vidéoprotection** (remboursement par la CCSB de 1,7 k€ et 6,6 k€ en 2023)

Contractualisation avec la CCSB pour **l'instruction des dossiers d'urbanisme** (coût annuel moyen de 20 k€ à 30 k€ pour la commune, 21,8 k€ en 2023) ; **en 2024** une **contractualisation pour l'instruction de la publicité commerciale** (compétence transférée de l'Etat aux communes au 01/01/2024) devrait également se mettre en place.

4.3 La section de fonctionnement

4.3.1 Les dépenses de fonctionnement

en €	Compte Administratif 2019	Compte Administratif 2020	Compte Administratif 2021	Compte Administratif 2022	Compte Administratif 2023	Variation 2022/2021		Moyenne 2019-2023
						en €	en %	
Chapitre 011 : Charges à caractère général	2 736 447 €	2 852 485 €	3 090 546 €	3 338 129 €	**3 251 060 €**	-87 069 €	-3%	*3 053 733 €*
Chapitre 012 : Charges de personnel	8 281 837 €	8 391 732 €	8 899 154 €	9 240 368 €	**9 294 535 €**	54 167 €	1%	*8 821 525 €*
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	1 070 329 €	1 122 491 €	1 179 279 €	1 235 163 €	**1 305 580 €**	70 417 €	6%	*1 182 568 €*
Chapitre 66 : Charges financières	260 863 €	221 997 €	185 922 €	176 484 €	**165 731 €**	-10 753 €	-6%	*202 199 €*
Chapitre 67 : charges exceptionnelles	115 140 €	122 331 €	113 191 €	30 972 €	**466 €**	*-30 506 €*	-98%	*76 420 €*
Chapitre 014 : Atténuation de produits	365 519 €	330 079 €	323 953 €	317 769 €	**278 325 €**	-39 444 €	-12%	*323 129 €*
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**12 830 135 €**	**13 041 115 €**	**13 792 045 €**	**14 338 885 €**	**14 295 697 €**	**-43 188 €**	0%	**13 659 575 €**

données brutes ne tenant pas compte des transferts et/ou retour de compétence EPCI

Dépenses réelles de fonctionnement en baisse de - 0,30% (- 43 k€) (en 2022 + 3,91% soit + 547 k€)

- **charges de personnel en hausse de + 0,59% (+ 54 k€)** : revalorisation de la valeur du point d'indice de 1,5% au 01/07/2023 et rehaussement du bas de la grille indiciaire des catégories C et B pour rattraper la hausse du SMIC
- **charges générales en baisse de - 2,61% (- 87 k€)** avec une **extrême volatilité du coût des énergies** dont **chauffage - 30% (- 110 k€)**, **électricité - 20% (- 69 k€)** et **fournitures de petit équipement - 29 %**

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

(- 66,5 k€) ; à l'inverse **contrat + 25% (+ 53 k€)**, alimentation + 3,5% (+ 7,5 k€) et **surtout doublement du coût des assurances en 3 ans** (**149 k€ en 2021 plus de 300 k€ en 2024**)

- **dépenses de contingents et participations en hausse de + 5,70% (+ 70 k€)** notamment du fait du transfert de la majeure partie des charges exceptionnelles au chapitre 65 avec la nouvelle nomenclature M57

4.3.2 Les recettes de fonctionnement

en €	Compte Administratif 2019	Compte Administratif 2020	Compte Administratif 2021	Compte Administratif 2022	Compte Administratif 2023	Variation 2021/2020		Moyenne 2019-2023
						en €	en %	
Chapitre 70 : Produits des services	856 541 €	609 551 €	829 612 €	857 665 €	**952 673 €**	95 008 €	11%	*821 208 €*
Chapitre 73 : impôts et taxes	12 007 446 €	12 220 762 €	11 193 859 €	11 334 907 €	**12 161 128 €**	826 221 €	7%	*11 783 620 €*
Chapitre 74 : Dotations et participations	2 092 645 €	2 148 847 €	3 303 958 €	3 313 933 €	**3 588 735 €**	274 802 €	8%	*2 889 624 €*
Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	205 982 €	190 969 €	198 164 €	255 716 €	**274 916 €**	19 200 €	8%	*225 149 €*
Chapitre 76 : Produits financiers	0 €	34 027 €	6 699 €	5 927 €	**5 128 €**	-799 €	-13%	*10 356 €*
Chapitre 77 : Produits exceptionnels	1 142 682 €	953 450 €	90 838 €	81 699 €	**348 916 €**	267 217 €	327%	*523 517 €*
(dont cession immobilisations)	*46 050 €*	*182 700 €*	*3 000 €*	*6 680 €*	***338 000 €***	331 320 €	4960%	*115 286 €*
Chapitre 013 : Atténuations de charges	74 766 €	64 212 €	103 464 €	166 414 €	**128 811 €**	-37 603 €	-23%	*107 533 €*
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**16 380 062 €**	**16 221 818 €**	**15 726 594 €**	**16 016 261 €**	**17 460 307 €**	**1 444 046 €**	**9%**	***16 337 951 €***

données brutes ne tenant pas compte des transferts et/ou retour de compétence EPCI

Recettes réelles de fonctionnement en hausse de + 9,02% (+ 1444 k€) (en 2022 + 1,85% soit + 291 k€)

- **produits fiscaux en hausse de + 7,29% (+ 826 k€)** : taxes foncières + 759 k€, rôles supplémentaires + 66 k€
- **dotations et participations en hausse de + 8,29% (+ 275 k€)** : à noter que **la commune de Sisteron perçoit moins d'un euro par habitant en DGF de base** (2,3 millions en 2010 soit une **perte cumulée de DGF de 18,85 millions en 14 ans**)
- **produits des services et du domaine (loyers) en hausse de + 10,25% (+ 114 k€)**
- **en 2024 la revalorisation des bases de valeur locative** des locaux d'habitation et établissements industriels est **fixée à + 3,9%** (en deçà de l'inflation) mais elle ne concerne pas les locaux professionnels et commerciaux ; en raison de la **confiscation de 30% du produit par application du coefficient correcteur** la **recette supplémentaire sera au plus de 135 k€** et **ne permettra pas de couvrir la hausse des charges générales et des charges de personnel (5 points d'indice par agents)**

En l'état actuel des équilibres financiers et des informations fiscales anticipées, il n'est pas envisagé de modifier le taux communal de taxe foncière bâtie pour 2024

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

4.3.3 La situation des effectifs communaux

Effectifs communaux au 1er janvier (période 2020-2023)

	PHYSIQUE					E.T.P				
	2020	2021	2022	2023	variation	2019	2021	2022	2023	variation
Emplois permanents TC et TNC	196	195	189	185	-11	189,04	178,06	180,77	178,10	-10,94
Contractuels (non permanents de droit public, non permanents de droit privé CAE)	83	86	77	77	-6	42,20	51,30	52,45	49,31	7,11
TOTAL	279	281	266	262	-17	231,24	229,36	233,22	227,41	-3,83

Répartition par catégorie (en 2023)

	Nombre	E.T.P
Catégorie A	16	16,00
Catégorie B	30	29,08
Catégorie C	216	182,33
TOTAL	262	227,41

	HOMMES	FEMMES
Emplois permanents TC/TNC	96 (52% de la catégorie)	89 (48% de la catégorie)
Contractuels	24 (31% de la catégorie)	53 (69% de la catégorie)
Total	**120 soit 46%**	**142 soit 54%**

La carrière des agents fonctionnaires comporte une composante évolutive comprenant les avancements d'échelon, de grade et les promotions internes. Les avancements d'échelon s'effectuent selon un cadencement unique sans qu'aucun avis hiérarchique ne soit nécessaire. Les avancements de grade et les promotions internes sont proposés par l'autorité territoriale sur proposition de l'encadrement hiérarchique, selon les critères définis et approuvés en Comité Technique du 13 septembre 2016. **L'assemblée délibérante a fixé le 24 mai 2018 les taux de promotion aux grades d'avancement**.

Suite à l'avis favorable du Comité Technique en date du 17 décembre 2020 les **orientations et lignes directrices de gestion du personnel pour la période 2021-2025 ont été définies par l'autorité territoriale** (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, prime annuelle, participation employeur à la protection sociale complémentaire pour la garantie prévoyance).

Répartition par cadres d'emplois:

Libellé Filière	emplois permanents TC/TNC	contractuels droit public	contractuels droit privé	TOTAL	
				nombre	ETP
Filière administrative	45	5		50	48,41
Filière animation	2	14	1	17	11,16
Filière culturelle	5			5	4,66
Filière médico-sociale	5			5	4,23
Filière Sécurité Police Municipale	8			8	7,60
Filière Sociale	10	10		20	17,47
Filière sportive	3			3	3,00
Filière technique	107	47		154	130,88
TOTAL	185	76	1	262	227,41

Compte-tenu du poids de la masse salariale dans le budget de fonctionnement, il est essentiel d'en maîtriser son évolution. Les **renouvellements d'effectifs** jugés nécessaires au bon fonctionnement des services et à la mise en œuvre des orientations politiques seront **rigoureusement priorisés** selon les départs en retraite des agents et **comblés en privilégiant les redéploiements**.

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

Projection des mouvements de départs en retraite						
Départ potentiel en retraite en nombre d'agents	2023 réels	2024	2025	2026	2027	total
TOTAL	6	6	8	10	8	38
dont services techniques	2 (33%)	2 (33%)	2 (25%)	1 (10%)	3 (38%)	10 (26%)

En 2024 incidence sur année pleine de la revalorisation du point d'indice de 1,5% (+ 129 k€), à ce stade on ne sait pas si une nouvelle hausse générale du point d'indice sera décidée pour compenser partiellement l'inflation. Par ailleurs **l'attribution automatique de 5 points d'indice supplémentaires à chaque agent au 01/01/2024 pèsera pour 101 k€**.

4.4 La section d'investissement

4.4.1 Les dépenses d'investissement

Un niveau d'investissements de 5,114 millions d'euros en 2023 tous budgets confondus (5,036 millions en 2022) :

Bâtiments communaux (Maffren, maison Santé…)	1 797 500 €
Voirie et réseaux (pluvial)	683 500 €
Urbanisme et politique du logement (OPAH-RHI)	321 000 €
Equipements sportifs (club-house, base de loisirs)	321 000 €
Achat de véhicules	267 500 €
Culture	257 500 €
Ecoles, crèches, restauration scolaire	221 500 €
Aménagements urbains et sécurité	175 000 €
Acquisition de matériel	161 000 €
Informatique (réseaux, logiciels, matériels)	117 500 €
Centre ancien (andrônes et ruelles)	51 500 €
Acquisitions foncières	30 000 €
budget EAU	240 500 €
budget ASSAINISSEMENT	136 000 €
budget ABATTOIR	282 500 €
budget CAMPING	16 500 €
budget CIMETIERE	34 500 €

Investissements 2023 budget ptincipal :

- **équipements structurants** rénovation thermique complexe Maffren (1261 k€), Maison de la Santé (302 k€), club-house football (292,5 k€), divers bâtiments (169,5 k€), réfectoire de l'école du Thor (161,5 k€), centre d'incendie et de secours (55 k€), base de loisirs des Marres (28,5 k€), nouvel Alcazar (12 k€)
- **aménagement urbain et sécurisation de la voirie** voirie et réseaux (401 k€), friches (160,5 k€), emplacement réservé Le Gand (142 k€), rue de Provence (129,5 k€), élargissement chemin Chaumiane (60 k€), ruelles (51,5 k€), réseaux pluvial (31,5 k€), avenue Durance (29 k€), vidéoprotection (21 k€),

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

- **rénovation du centre-ville** 2ème tranche chapelle Missionnaires de la Croix (216,5 k€), programme OPAH-RU amélioration habitat (104,5 k€) et réfection de l'immeuble MAILLIARD dans le cadre du THIRORI pour la création de logements (47 k€),
- **équipements publics** véhicules (267,5 k€), renouvellement de matériels (171 k€), informatique (117,5 k€ réseaux, matériels et logiciels) et écoles (60 k€)

Investissements 2023 sur les budgets annexes

- **budget annexe eau** : renouvellement de réseaux, matériel spécifique d'exploitation, usine traitement Soleihet, protection des captages (PGSSE), audit énergétique bâtiment ex-ENEDIS
- **budget annexe assainissement** : STEP Nord Parc d'Activités, renouvellement de réseaux, filtres à bande STEP de Saint-Lazare, schéma directeur, audit énergétique bâtiment ex-ENEDIS
- **budget annexe abattoir** : rénovation chaîne du froid, gros entretien, maîtrise d'œuvre prétraitement des effluents
- **budget annexe camping** : acquisition Licence IV

4.4.2 Les recettes d'investissement

Appel à tous les mécanismes de subvention possible de l'Etat (DSIL, PIPDR, FNADT,…), **de la Région** (FRAT, CRET), **du département et de l'Union européenne** (FEDER). **En 2023** il a été encaissé **1250,5 k€ de subventions des différents financeurs** :

- **964 k€ de Etat** et organismes d'Etat (rénovation thermique ateliers municipaux et complexe Maffren, OPAH-RU, RHI-THIRORI, friches, restauration des collections culturelles)
- **121 k€ de la Région** (rénovation thermique complexe Maffren, aides OPAH-RU, Base de Loisirs des Marres)
- **46,5 k€ du département** (étude AVELO et amendes de police)
- **119 k€ autres financeurs** (participation voies et réseaux ER Le Gand, Ademe étude AVELO, CAF acquisition minibus et OPAH-RU)

Autres recettes d'investissement :

- **706 k€ perçus en 2023 au titre du FCTVA** (Fonds de Compensation de la TVA) ; en 2024 environ 500 k€ attendus sur les dépenses d'investissement de 2023
- **297,5 k€ perçus en 2023 au titre des Taxes d'Aménagement (TAM) année record** ; en 2024 il sera prudemment prévu 100 k€
- **recettes venant de la Communauté de communes du Sisteronais Buëch (CCSB)** au titre de l'attribution de compensation pour le **retour de la compétence voirie** (188,5 k€) et le **remboursement de la quote-part de capital des emprunts** de l'extension de l'Office du Tourisme et de la création de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage (29 k€) ; recettes identiques attendues pour 2024

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

- **autofinancement en 2023** via la **dotation aux amortissements** des immobilisations (1,290 million d'euros) ; en 2024 sont attendus 1,300 million d'euros pour les dotations aux amortissements et il n'y aura pas d'affectation en réserve en investissement

4.5 La dette communale

L'encours de la dette de la commune de Sisteron reste maîtrisé :

- 9,497 millions d'euros pour le budget principal et 10,617 millions d'euros avec les budgets annexes
  - Budget principal : 9.497.012 € (89.45%)
  - Budget eau : 302.312 € (2.85%)
  - Budget assainissement : 588.114 € (5.54%)
  - Budget abattoir : 207.231 € (1.95%)
  - Budget camping : 22.492 € (0.21%)
- **ratio d'endettement par habitant supérieur aux communes de la même strate démographique** (1368 euros pour une moyenne nationale de 763 euros)

La structure de la dette de la commune est parfaitement saine :

- 100% en catégorie « 1A » de la charte GISSLER
- 100% en taux fixe

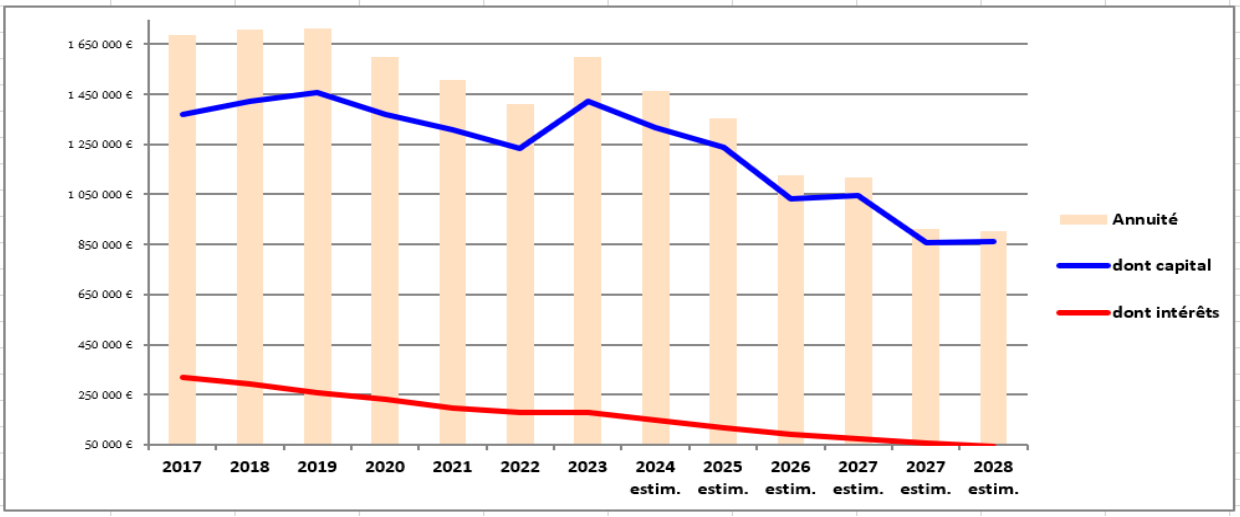
encours dette au 1/1	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 estim.	2026 estim.	2027 estim.	2028 estim.
tous budgets	14 940 235 €	13 320 721 €	12 922 389 €	12 965 567 €	12 661 354 €	12 561 512 €	12 311 754 €	10 617 160 €	9 041 176 €	7 656 517 €	6 511 100 €	5 354 741 €
budget principal	12 063 045 €	10 673 697 €	10 553 759 €	10 629 363 €	10 709 393 €	10 901 793 €	10 918 303 €	9 497 012 €	8 179 715 €	6 942 159 €	5 907 817 €	4 863 199 €
budget eau	607 604 €	583 775 €	538 186 €	492 098 €	445 489 €	398 338 €	350 620 €	302 311 €	258 333 €	225 000 €	191 667 €	158 333 €
budget assainissement	1 249 435 €	1 152 690 €	1 032 718 €	1 060 322 €	937 862 €	808 263 €	699 149 €	588 114 €	492 090 €	403 411 €	339 535 €	275 175 €
budget abattoir	875 530 €	789 813 €	700 505 €	707 442 €	510 456 €	409 368 €	310 411 €	207 231 €	99 634 €	85 947 €	72 081 €	58 034 €
budget camping	144 621 €	120 746 €	97 221 €	76 342 €	58 154 €	43 750 €	33 271 €	22 492 €	11 404 €			

Depuis 2022 **forte inflexion haussière des taux** :

- concurrence entre les établissements financiers perturbée car **beaucoup d'organismes ont renoncé à proposer des taux fixes**.
- dans ce contexte difficile **la commune a préféré reporté l'emprunt de 1,3 million qui était prévu sur le budget principal en attente du retournement de tendance amorcé début 2024**.

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

Profil de l'annuité de la dette du budget principal 2017-2028
(simulation à endettement constant sans emprunt nouveau à partir de 2024)



<u>ANNUITES 2024</u> : 1.741.383 € (capital 1.575.984 € / intérêts 165.399 €) :

- ✓ **Budget principal : 1.463.428 €** (capital 1.317.298 € / intérêts 146.130 €)
- ✓ Budget eau : 48.090 € (capital 43.978 € / intérêts 4.112 €)
- ✓ Budget assainissement : 104.622 € (capital 96.023 € / intérêts 8.599 €)
- ✓ Budget abattoir : 113.512 € (capital 107.597 € / intérêts 5.915 €)
- ✓ Budget camping : 11.731 € (capital 11.088 € / intérêts 643 €)

Pour mémoire, annuités précédentes tous budgets consolidés :

- ➢ **Année 2023 : 1.898.973 €** (capital 1.666.483 € / intérêts 197.890 €)
- ➢ **Année 2022 : 1.746.995 €** (capital 1.537.259 € / intérêts 208.986 €)
- ➢ **Année 2021 : 1.841.995 €** (capital 1.599.843 € / intérêts 242.152 €)
- ➢ **Année 2020 : 1.937.081 €** (capital 1.654.212 € / intérêts 282.869 €)
- ➢ **Année 2019 : 2.058.422 €** (capital 1.740.029 € / intérêts 318.393 €)
- ➢ **Année 2018 : 2.058.582 €** (capital 1.698.333 € / intérêts 360.249 €)
- ➢ **Année 2017 : 2.010.040 €** (capital 1.619.514 € / intérêts 390.526 €)

<u>Perspectives d'endettement pour 2024</u> :

- fidèle à sa politique de maîtrise de l'endettement **la commune limitera le recours à l'emprunt à 2,5 million au maximum** sur le budget principal (NB l'emprunt prévu de 1,3 million en 2023 n'a pas été réalisé) pour le cadre de vie (restaurant scolaire du Thor, chemin Chaumiane) et les équipements structurants (nouvel Alcazar, centre de secours)
- la **réalisation impérative** pour raison de normes réglementaires des **travaux de prétraitement des effluents de l'abattoir nécessitera la mobilisation d'un emprunt de 1,25 à 1,5 million d'euros** pour cet équipement

<u>La dette garantie</u> :

- accordée par la commune de Sisteron aux organismes de logement social et à la Société d'Economie Mixte (SEM) de Sisteron
- couvre 36 contrats pour un montant initial d'emprunts de 16,590 millions d'euros (5,549 millions d'encours de capital restant dû au 31/12/2023)

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

- il s'agit essentiellement de contrats sécurisés à taux variable indexé sur le taux du Livret A ou à taux fixe
- en près de 40 ans la commune n'a jamais été appelée en garantie pour couvrir la défaillance partielle ou totale d'un bailleur social ou de la SEM.

4.6 La capacité d'autofinancement

L'Epargne brute est la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle représente le socle de la richesse financière de la collectivité.

L'Epargne nette est la différence entre l'épargne brute et le remboursement du capital des emprunts contractés par la collectivité. Elle mesure l'épargne disponible pour financer les dépenses d'équipement.

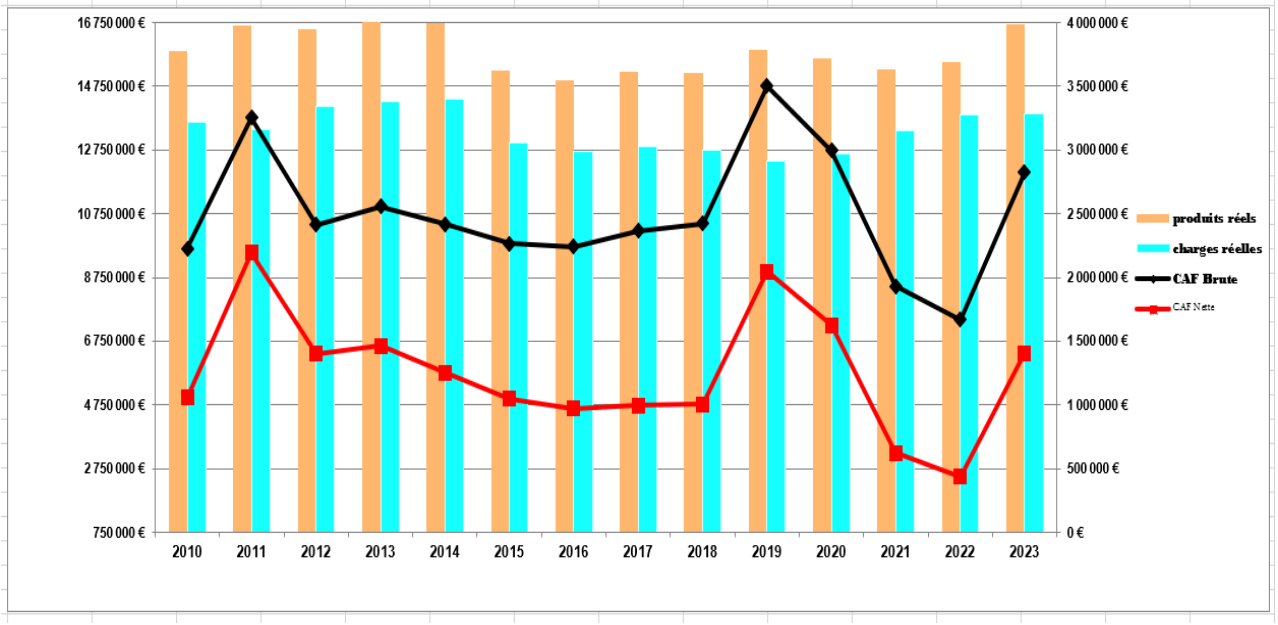
Commune de Sisteron : évolution des CAF Brute et Nette - 2010/2023

budget principal	produits réels	charges réelles	CAF Brute	CAF Nette	CAF brute/produits	CAF nette/produits
2010	15 840 565 €	13 611 476 €	2 229 089 €	1 056 849 €	14,07%	6,67%
2011	16 650 088 €	13 397 857 €	3 252 231 €	2 196 206 €	19,53%	13,19%
2012	16 551 750 €	14 135 368 €	2 416 382 €	1 400 018 €	14,60%	8,46%
2013	16 820 109 €	14 262 538 €	2 557 571 €	1 465 183 €	15,21%	8,71%
2014	16 747 572 €	14 330 990 €	2 416 582 €	1 254 495 €	14,43%	7,49%
2015	15 245 256 €	12 978 714 €	2 266 542 €	1 046 594 €	14,87%	6,87%
2016	14 957 304 €	12 716 142 €	2 241 162 €	972 123 €	14,98%	6,50%
2017	15 226 791 €	12 860 582 €	2 366 209 €	998 527 €	15,54%	6,56%
2018	15 184 050 €	12 760 371 €	2 423 679 €	1 003 741 €	15,96%	6,61%
2019	15 893 726 €	12 389 850 €	3 503 876 €	2 046 273 €	22,05%	12,87%
2020	15 644 827 €	12 646 824 €	2 998 003 €	1 628 033 €	19,16%	10,41%
2021	15 295 178 €	13 364 627 €	1 930 551 €	622 951 €	12,62%	4,07%
2022	15 525 399 €	13 854 702 €	1 670 697 €	437 207 €	10,76%	2,82%
2023	16 715 171 €	13 888 560 €	2 826 611 €	1 405 320 €	16,91%	8,41%
moyenne	15 878 413 €	13 371 329 €	2 507 085 €	1 252 394 €	15,79%	7,89%
écart moyenne/2023	836 758 €	517 231 €	319 526 €	152 926 €	1,12%	0,52%

La réduction des concours financiers de l'Etat (23,4 millions en 14 ans soit en moyenne 1,675 million par an) a entrainé une baisse continue de la capacité d'autofinancement de la commune hormis en 2019-2020 pour raison conjoncturelle (legs Leydet). Les **mesures structurelles décidées en 2023 ont permis le rétablissement des CAF brute (16,91%) et nette (7,89%)**, dans la moyenne des 15 dernières années, **évitant** ainsi la **trajectoire critique d'une CAF nette négative**

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

Commune de Sisteron : évolution des charges et produits réels de fonctionnement et des CAF Brute et Nette - 2010/2023



5. LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS

En 2023 ont été mis en œuvre les **innovations comptable, budgétaire et programmatique** suivantes particulièrement en matière d'investissement :

- **application de la nomenclature M57**
  - travail d'**ajustement et fiabilisation de l'inventaire** du budget principal depuis l'automne 2022 pour concordance avec l'état de l'actif du comptable public
  - **redéfinition des modalités et durée d'amortissement**
  - **passage au compte financier unique**
  - **adoption d'un règlement budgétaire et financier**
- définition et **mise en œuvre progressive d'un plan pluriannuel d'investissement** (outil de pilotage à finaliser) ; les projections d'investissement listées ci-dessous sont issues de la mise à jour du PPI à fin novembre 2023
- **vote et suivi des crédits par autorisations de programme et crédits de paiement annuels pour les opérations s'étalant sur plusieurs années** pour éviter des reports de crédits non justifiés ; les AP/CP ont été mis à jour fin janvier 2024

Investissements prévus en 2024 - BUDGET PRINCIPAL

- **capital** emprunts **à rembourser** en 2024 de **1,317 million d'euros**
- **recettes prévisionnelles de 4,852 millions d'euros** = 284 k€ de report excédentaire après crédits reportés + FCTVA 500 k€ + ressource interne de dotation aux amortissements de 1,300 million d'euros + attribution de compensation investissement en voirie de 188 k€ + 80 k€ de recettes diverses + **emprunt 2024 pour un maximum de 2,5 millions d'euros** (NB l'emprunt prévu de 1,3 million en 2023 n'a pas été réalisé)

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

- **report de crédits en dépenses 1,725 millions d'euros et en recettes 1,309 millions d'euros**
- il est à prévoir au titre des **autorisations de programme 4,653 millions d'euros de crédits de paiement en dépenses** en 2024 **et 1,157 million d'euros en recettes**
- en plus des crédits reportés et des crédits de paiements il en résulte **39 k€ de disponibilité de financement des investissements 2024 sans compter la capacité d'autofinancement qui pourra éventuellement être dégagée après équilibre de la section de fonctionnement**
- **la liste de programmation suppose la mobilisation de 5,303 millions d'euros en net** avec des **besoins nouveaux en dépenses pour 7,718 millions d'euros et des nouveaux financements dégagés de 2,415 k€** (au prorata pour les opérations en gestion pluriannuelle d'autorisation de programme et crédits de paiement)
- **la disponibilité de 39 k€ ne permet pas de couvrir les 5,303 millions d'euros net** de la liste de programmation, des **axes prioritaires** seront nécessairement **à définir soit par annulation en tout ou partie, recalibrage à la baisse ou report** dans le temps de certaines opérations

BUDGET PRINCIPAL - INVESTISSEMENT A PROGRAMMER (montant TTC)

	opérations d'investissement	CHIFFRAGE DEPENSE	en 2024 report 2023	en 2024 besoins Nx	solde ultérieur à financer
446	Terrains divers		62 048,20		
499	Musée / Visitandines		780,00		
576	Stades		35 000,00		
593	Complexe Maffren		4 200,00		
618	*Base de loisirs (parking Alcazar) (gestion en AP/CP à faire) 1980 k€*	*1 980 000,00*	15 000,00	*130 000,00*	*1 850 000,00*
622	Acquisition matériel sauf ST		60 412,52	50 000,00	
632	Programme voirie		165 000,00	350 000,00	
641	Travaux divers		40 000,00		
644	*Cimetière (gestion en AP/CP à faire) 400 k€*	*400 000,00*	5 202,60	*250 000,00*	*150 000,00*
669	Matériel Services Techniques		7 144,26	50 000,00	
674	Ecoles		778,94	50 000,00	
689	Plantation d'arbres				
745	Matériel Informatique		92 990,00	120 000,00	
766	*Cathédrale (gestion en AP/CP à faire) 1320 k€-20k€ réalisés*	*1 320 000,00*	5 000,00	*350 000,00*	*950 000,00*
776	Signalisation Centre Ville		600,00	15 000,00	
781	Achat de véhicules		4 500,00	140 000,00	
789	Chemin Chaumiane (gestion en AP/CP) 900 k€	900 000,00		450 000,00	450 000,00
797	Bâtiments divers		55 291,31	70 000,00	
801	Alcazar (gestion en AP/CP) NB 300 k€ déjà payé (5950 k€)	5 950 000,00		2 000 000,00	3 950 000,00
807	Bibliothèque		15 400,00		
814	Travaux divers		40 000,00	70 000,00	
821	Divers, murs, ruelles...		40 069,14	150 000,00	
824	Restaurant scolaire Massot Devèze				
825	Ecole musique		25 000,00	50 000,00	
827	Complexe sportif touristique et culturel		40 000,00		
839	Musée archéologique		3 372,00		
847	*Avenue Durance (gestion en AP/CP à faire) 1400 k€*	*1 400 000,00*	31 852,22	*0,00*	*1 400 000,00*

	opérations d'investissement	CHIFFRAGE RECETTE	en 2024 report 2023	en 2024 inancements N	solde ultérieur à reporter
446	Terrains divers				
499	Musée / Visitandines				
576	Stades				
593	Complexe Maffren				
618	*Base de loisirs (Région) 430 k€*	*430 000,00*	151 000,00		*430 000,00*
	Base de loisirs (Europe)		24 416,04		
622	Région (matériel PM)		11 210,00		
	CNC (cinéma)		7 500,00		
632	Programme voirie				
641	Travaux divers				
644	Cimetière				
669	Matériel Services Techniques				
674	Ecoles				
689	Plantation d'arbres(Région)		29 100,00		
745	Matériel Informatique (Région)		25 000,00		
766	*Cathédrale (Etat 540 k€)*	*540 000,00*			*540 000,00*
776	Signalisation Centre Ville				
781	Achat de véhicules (CAF)				
789	Chemin Chaumiane (Région) 140 k€	140 000,00		70 000,00	70 000,00
797	Bâtiments divers				
801	Alcazar (Etat) 200029,89+177750	377 779,89		128 060,98	249 718,91
	Alcazar (Région)	698 088,00		236 640,00	461 448,00
	Alcazar (département)	152 968,00		51 853,56	101 114,44
807	Bibliothèque				
814	Travaux divers				
821	Divers, murs, ruelles...				
824	Restaurant scolaire Massot Devèze				
825	Ecole musique (Etat)		59 200,00		
827	Complexe sportif touristique et culturel				
839	Musée archéologique				
847	*Avenue Durance (Etat 350 k€)*	*350 000,00*			*350 000,00*

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

849	Rue de Provence		5 000,00			849	Rue de Provence				
863	Musée Archéologique scénographie		20 657,80			863	Musée Archéologique scénographie				
864	Réseaux eaux pluviales Le Thor		25 000,02	250 000,00		864	Réseaux eaux pluviales Le Thor				
867	Ateliers municipaux		7 485,43			867	Ateliers municipaux				
875	Acquisitions bâtiments		26 000,00			875	Acquisitions bâtiments				
878	*Andrônes + aménagt Centre Bourg (gestion en AP/CP à faire) 1320 k€*	*530 000,00*		*0,00*	*530 000,00*	878	Andrônes + aménagt Centre Bourg				
902	RHI ANAH THIRORI (fin programme)		93 934,10			902	RHI ANAH THIRORI (Etat)		110 787,00		
							RHI ANAH THIRORI (Région)		92 975,00		
							RHI ANAH THIRORI (département)		150 000,00		
906	Poteaux incendie			10 000,00		906	Poteaux incendie				
907	Plan local d'urbanisme		100 000,00			907	Plan local d'urbanisme		86 000,00		
909	Renforcement réseaux		67 991,71	50 000,00		909	Renforcement réseaux				
911	Pluvial la Chaumiane		75 734,66			911	Pluvial la Chaumiane				
913	Système vidéo protection		11 983,37			913	Système vidéo protection				
915	OPAH RU (fin programme)		80 000,00			915	OPAH RU (fin programme)				
915B	*OPAH RU (nouveau programme) (gestion en AP/CP à faire) 927 k€- 161k€ réalisés*	*926 840,00*		*226 000,00*	*540 000,00*	*915*	*OPAH RU (ANAH) sur 5 ans*	*175 000,00*		*35 000,00*	*140 000,00*
							OPAH RU (CAF) sur 5 ans	*25 000,00*		*5 000,00*	*20 000,00*
916	Allée Bertin					916	Allée Bertin (Région)		31 200,00		
925	Aménagement intérieur commerces		30 000,00			925	Aménagement intérieur commerces				
926	Galerie exposition		3 000,00			926	Galerie exposition				
927	Maison de la Santé	450 000,00	3 290,93			927	Maison de Santé (Etat)		332 188,50		
							Maison de Santé (Région)		170 000,00		
928	Centre péri-scolaire (gestion en AP/CP) 1300k€-160k€ réalisés	1 300 000,00		1 139 878,98	0,00	928	Centre péri-scolaire (Etat) 194-58,2	135 800,00		135 800,00	0,00
929	Centre de secours (gestion en AP/CP) 3468 k€-55 k€ réalisés	3 468 000,00		1 063 220,58	2 350 000,00	929	Centre de secours (département)	2 200 000,00		440 000,00	1 760 000,00
							Centre de secours (communes)	283 500,00		94 500,00	189 000,00
930	*Gendarmerie (gestion en AP/CP à faire) 150 k€*	*150 000,00*		*75 000,00*	*75 000,00*	*930*	*Gendarmerie*	*236 000,00*		*0,00*	*236 000,00*
931	Jardin Moyen-Age	338 000,00	14 000,00	324 000,00		931	Jardin Moyen-Age	150 000,00		150 000,00	
932	*Emplacement réservé Le Gand (gestion en AP/CP à faire) 150 k€*	*460 000,00*	10 000,00	*260 000,00*	*200 000,00*	*932*	*Emplacement réservé Le Gand*				
933	Dynamisme Cœur de Ville (étude Tivoli)	70 000,00	62 632,00			933	Cœur de Ville (étude Tivoli) Bque Territoire		23 944,00		
	Dynam.Cœur de Ville (mobilité La Baume)	150 000,00					Dynam.Cœur de Ville (mobilité La Baume)				
935	Friches Piscine et Canteperdrix		270 000,00			935	Friches Piscine et Canteperdrix	1 068 000,00		1 068 000,00	
936	*RHI achat immeuble Chartrain (gestion en AP/CP à faire) 150 k€*	*1 175 000,00*	64 156,00	*25 000,00*	1 150 000,00	*936*	*RHI achat immeuble Chartrain (gestion en AP/CP à faire) 1000 k€*	*1 000 000,00*			*1 000 000,00*
TOTAL DEPENSES		20 967 840,00	1 720 507,21	7 718 099,56	13 595 000,00	**TOTAL RECETTES**		7 962 135,89	1 304 520,54	2 414 854,54	5 547 281,35
			9 438 606,77						3 719 375,08		

Investissements prévus en 2024 - budget annexe EAU

- **capital** emprunts **à rembourser** en 2024 de **44 k€**
- **recettes prévisionnelles de 737 k€** = 397 k€ de report excédentaire après crédits reportés + ressource interne de dotation aux amortissements de 340 k€
- **report de crédits en dépenses 151 k€ et en recettes 11 k€**
- en plus des crédits reportés il en résulte environ **693 k€ de disponibilité de financement des investissements 2024** sans compter la capacité d'autofinancement qui pourra éventuellement être dégagée après équilibre de la section de fonctionnement
- **la liste de programmation suppose la mobilisation de 452 k€ net** avec des **besoins nouveaux en dépenses pour 560 k€ et des nouveaux financements dégagés de 108 k€** (au prorata pour les opérations en gestion pluriannuelle d'autorisation de programme et crédits de paiement); la **disponibilité de financement** des investissements 2024 **permettra de couvrir la liste de programmation sans recours à l'emprunt**

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

BUDGET EAU - INVESTISSEMENT A PROGRAMMER (montant HT)

opérations d'investissement		CHIFFRAGE DEPENSE	en 2024 report 2023	en 2024 besoins Nx	solde ultérieur à financer
39	Matériel spécifique d'exploitation		5 681,50	30 000,00	
54	Travaux divers		19 306,55	30 000,00	
73	Procédure protection captage		12 332,00		
			5 565,00	74 000,00	
75	Travaux divers		20 075,62		
78	Mise à niveau bouches à clés		5 000,00	5 000,00	
80	Usine traitement eau potable		10 000,00	20 000,00	
89	*Avenue de la Durance (AP/CP à faire 186 k€)*	*186 000,00*		*146 000,00*	*40 000,00*
82	Informatique outil supervision réseaux		2 249,00		
96	Schéma directeur / bassin kiffer		8 570,35		
98	Renouvellement réseaux		52 735,51	100 000,00	
102	Réhabilitation ouvrages prioritaires		9 164,76	20 000,00	
105	*Travaux bâtiment ex-ENEDIS 50% eau/50% asst (AP/CP à faire 670 k€/2)*	*335 000,00*	*350,00*	*135 000,00*	*200 000,00*
TOTAL DEPENSES		521 000,00	151 030,29	560 000,00	240 000,00
			711 030,29		

opérations d'investissement		CHIFFRAGE RECETTE	en 2024 report 2023	en 2024 financements Nx	solde ultérieur à reporter
39	Matériel spécifique d'exploitation				
54	Travaux divers				
73	Procédure protection captage			25 000,00	
75	Travaux divers				
78	Mise à niveau bouches à clés				
80	Usine traitement eau potable			10 000,00	
89	*Avenue de la Durance (Agence eau)*	*80 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
	Avenue de la Durance (département)	*16 000,00*		*8 000,00*	*8 000,00*
82	Informatique outil supervision réseaux (Agence)				
96	Schéma directeur / bassin kiffer				
98	Renouvellement réseaux				
102	Réhabilitation ouvrages prioritaires (Agence)		11 000,00		
105	*Travaux bâtiment ex-ENEDIS 50% eau/50% asst (AP/CP à faire 670 k€/2)*	*50 000,00*		*25 000,00*	*25 000,00*
TOTAL RECETTES		146 000,00	11 000,00	108 000,00	73 000,00
			119 000,00		

Investissements prévus en 2024 - budget annexe ASSAINISSEMENT

- **capital** emprunts **à rembourser** en 2024 de **96 k€**
- **recettes prévisionnelles de 55 k€** = ressource interne de dotation aux amortissements de 190 k€ - 135 k€ de report déficitaire après crédits reportés
- **report de crédits en dépenses 101 k€**
- en plus des crédits reportés il en résulte **un besoin de financement de 41 k€ sans aucune disponibilité pour les investissements 2024** sans compter la capacité d'autofinancement qui pourra éventuellement être dégagée après équilibre de la section de fonctionnement
- **la liste de programmation suppose la mobilisation de 575 k€ net** avec des **besoins nouveaux en dépenses pour 785 k€ et des nouveaux financements dégagés de 210 k€** (au prorata pour les opérations en gestion pluriannuelle d'autorisation de programme et crédits de paiement)
- **le besoin de financement de 41 k€ ne permet pas de couvrir les 575 k€ net** de la liste de programmation, des **axes prioritaires** seront nécessairement **à définir soit par annulation en tout ou partie, recalibrage à la baisse ou report** dans le temps de certaines opérations le **recours à l'emprunt** n'étant **pas envisagé**

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03

BUDGET ASSAINISSEMENT - INVESTISSEMENT A PROGRAMMER (montant HT)

	opérations d'investissement	CHIFFRAGE DEPENSE	en 2024 report 2023	en 2024 besoins Nx	solde ultérieur à financer
54	Travaux Station relevage		8 380,18	10 000,00	
75	Mise à niveau de regards		2 000,00	5 000,00	
81	Remplacement conduites centre ville				
82	Filtre à bandes STEP St Lazare		12 532,85	50 000,00	
83	STEP ZAC		35 677,37	150 000,00	
84	Schéma directeur assainissement			185 000,00	
89	*Avenue de la Durance (AP/CP à faire 330 k€)*	*330 000,00*		*185 000,00*	*145 000,00*
98	Renouvelement réseaux eaux usées		42 039,47	65 000,00	
105	*Travaux bâtiment ex-ENEDIS 50% eau/50% asst (AP/CP à faire 670 k€/2)*	*335 000,00*	*350,00*	*135 000,00*	*200 000,00*
TOTAL DEPENSES		665 000,00	100 979,87	785 000,00	345 000,00
			885 979,87		

	opérations d'investissement	CHIFFRAGE RECETTE	en 2024 report 2023	en 2024 financements Nx	solde ultérieur à reporter
54	Travaux Station relevage				
75	Mise à niveau de regards				
81	Remplacement conduites centre ville				
82	Filtre à bandes STEP St Lazare				
83	STEP ZAC				
84	Schéma directeur assain. (Agence eau)			75 000,00	
89	*Avenue de la Durance (Agence eau)*	*165 000,00*		*90 000,00*	*75 000,00*
	Avenue de la Durance (département)	*45 000,00*		*20 000,00*	*25 000,00*
98	Renouvellement réseaux				
105	*Travaux bâtiment ex-ENEDIS 50% eau/50% asst (AP/CP à faire 670 k€/2)*	*50 000,00*		*25 000,00*	*25 000,00*
TOTAL RECETTES		260 000,00	0,00	210 000,00	125 000,00
			210 000,00		

Investissements prévus en 2024 - budget annexe ABATTOIR

- **capital** emprunts **à rembourser** en 2024 de **108 k€**
- **recettes prévisionnelles de 138 k€** = ressource interne de dotation aux amortissements de 180 k€ - 42 k€ de report déficitaire après crédits reportés
- **report de crédits en dépenses 27 k€**
- en plus des crédits reportés il en résulte environ **30 k€ de disponibilité de financement des investissements 2024** sans compter la capacité d'autofinancement qui pourra éventuellement être dégagée après équilibre de la section de fonctionnement et **recours à l'emprunt à rajouter**
- **la liste de programmation suppose la mobilisation de 2,031 millions d'euros en net** avec des **besoins nouveaux en dépenses pour 2,031 millions d'euros sans compter une hypothétique subvention à hauteur de 30% (653 k€) dont le dossier de demande de financement a été déposé en début d'année**
- **la disponibilité de 30 k€ ne permet pas de couvrir les 2,031 millions d'euros en net** de la liste de programmation pour des **travaux réglementaires impératifs**, le **recours à l'emprunt s'imposera pour 1,25 million d'euros au minimum voire 1,5 million d'euros en plus de la subvention espérée**

BUDGET ABATTOIR - INVESTISSEMENT A PROGRAMMER (montant HT)

	opérations d'investissement	CHIFFRAGE DEPENSE	en 2024 report 2023	en 2024 besoins Nx	solde ultérieur à financer
107	Gros entretien			31 300,00	
109	Travaux en cours		1 075,15		
	Restitution subv.France-Agrimer		26 100,00		
109	Travaux divers modernisation (gestion en AP/CP)				0,00
	Pré-traitement eaux de rejet (gestion en AP/CP) 2311 k€	2 311 000,00		2 000 000,00	311 000,00
TOTAL DEPENSES		2 311 000,00	27 175,15	2 031 300,00	311 000,00
			2 058 475,15		

	opérations d'investissement	CHIFFRAGE RECETTE	en 2024 report 2023	en 2024 financements Nx	solde ultérieur à reporter
107	Gros entretien				
109	Travaux en cours				
	Restitution subv.France-Agrimer				
109	Travaux divers modernisation (gestion en AP/CP)				0,00
	Pré-traitement eaux de rejet (gestion en AP/CP)	653 085,00		500 000,00	153 085,00
TOTAL RECETTES		653 085,00	0,00	500 000,00	153 085,00
			500 000,00		

Mis en ligne le 16/02/2024 à 14h37
REÇU EN PREFECTURE
le 16/02/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-004-210402095-20240215-2024_02_03